



En partenariat avec



MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'EQUIPEMENT RURAL DU SENEGAL

ATELIER SUR L'AMELIORATION DES STRATEGIES DE
FINANCEMENT DE LA CHAINE DE VALEUR RIZ DU
SENEGAL PAR LES INSTITUTIONS FINANCIERES :

*« quel modèle de financement inclusif de la chaîne de valeur riz du Sénégal
face au défi de l'autosuffisance »*

Hotel FLEUR DE LYS, les 28 et 29 Décembre 2016

RAPPORT DE SYNTHÈSE

Consultant : Monsieur Latyr DIOUF



Avec l'appui financier de l'Union Européenne

Contenu

I.	INTRODUCTION.....	3
II.	LES OBJECTIFS DE L'ATELIER.....	3
III.	LA DEMARCHE METHODOLOGIQUE.....	4
IV.	SYNTHESE DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS.....	4
V.	LE CADRE DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS.....	6
VI.	CONCLUSION.....	7



Avec l'appui financier de l'Union Européenne

I. INTRODUCTION

Avec l'appui financier et technique de l'Union Européenne et de l'ONG VECO Afrique de l'Ouest sous l'égide de son bureau au Sénégal, le Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER) à travers le Programme National d'Autosuffisance en Riz a organisé un atelier de réflexion et d'échanges sur les stratégies de financement de la chaîne de valeur riz du Sénégal par les institutions financières avec comme thématique centrale « **Quel modèle de financement inclusif de la chaîne de valeur riz du Sénégal face au défi de l'autosuffisance** ».

Cette rencontre de deux jours a réuni à Dakar les 28 et 29 décembre 2016, à l'hôtel Fleurs de Lys Almadies une trentaine de participants provenant des organisations d'acteurs de la chaîne de valeur riz, de structures techniques d'appui dans le domaine de la riziculture et surtout des institutions impliquées dans le financement de la chaîne de valeur riz pluvial comme irrigué.

II. LES OBJECTIFS DE L'ATELIER

La rencontre visait entre autres, trois objectifs essentiels :

- Amener les acteurs de la filière riz à faire **un diagnostic approfondi** pour identifier les goulots d'étranglement, les faiblesses qui amoindrissent l'efficacité du système actuel de financement de la chaîne de valeur riz, analyser les opportunités nouvelles à créer ainsi que les aspects à améliorer dans le dispositif de financement ;
- Créer les conditions pour la définition de **recommandations claires et opérationnelles** pour améliorer l'ensemble des mécanismes et des dispositifs de financement pour un fonctionnement optimal de la chaîne de valeur riz ;
- Inciter les acteurs à réfléchir et à mettre en place de manière consensuelle **un cadre de suivi de la mise en œuvre des principales recommandations** issues de la rencontre.



Avec l'appui financier de l'Union Européenne

III. LA DEMARCHE METHODOLOGIQUE

Le travail s'est déroulé en trois séquences **d'analyse et de réflexion** :

- **L'organisation de deux panels de discussions** autour de communications d'acteurs du financement de la riziculture au Sénégal : il s'est agi de discuter autour
 - 1) de la communication sur les besoins de financement des acteurs, les types et les contraintes de la demande et de l'offre de financement par le CNCR/CIRIZ, la CNCAS et le CMS ;
 - 2) des communications sur les nouveaux dispositifs de financement de la filière: opportunités, pratiques et contraintes par le FONGIP, la CNAAS et VECO (présentation d'un outil d'aide à la prise de décision : Scope Insight et Echanges)
- **La mise en place de deux ateliers de réflexion** sur le diagnostic des contraintes, acquis et des opportunités de financement de la riziculture au Sénégal et sur les propositions d'un cadre de suivi pour la mise en œuvre des conclusions de l'atelier.
- **La co-construction des recommandations principales** en séance plénière à partir de la synthèse des panels de discussions et la production réflexive des ateliers de travail.

IV. SYNTHESE DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

A l'issue des panels et des ateliers de travail largement discutées et analysées en plénière, Cinq (5) principales recommandations ont été formulées de manière consensuelle par l'ensemble des participants :

➤ ***Recommandation 1 : La restructuration du modèle de financement :***

mener un travail approfondi sur de nouvelles modalités de financement de l'ensemble de la chaîne de valeur riz pour prendre en compte de nouveaux besoins de crédits (*ex. les investissements...*), le séquençage des crédits (*par campagne ou annuellement...*), l'introduction de nouveaux mécanismes de sécurisation des crédits (*garantie et assurance...*) et la nécessité de diversification et de facilitation des offres de financement (*Intéresser les banques commerciales, exploiter les possibilités du crédit-bail et l'autofinancement de la chaîne de valeur riz par des mécanismes innovants, une meilleure utilisation et augmentation du fond de commercialisation déjà mis en place par l'Etat...*).



Avec l'appui financier de l'Union Européenne

➤ ***Recommandation 2 : La restructuration de la subvention de l'Etat :***

Engager un débat inclusif, serein et large avec l'Etat afin de rendre la subvention à la riziculture plus efficace, plus efficiente et plus équitable afin de booster la productivité de l'ensemble des maillons de la chaîne de valeur riz au Sénégal ; cette réflexion doit prendre en compte un meilleur ciblage des acteurs qui bénéficient peu de la subvention, une meilleure distribution de cette subvention sur l'ensemble de la chaîne de valeur (subventionner l'investissement, subventionner la transformation ou subventionner sur le produit fini ?) et une bonne planification de sa mise en place au niveau des acteurs intéressés, entre autres mesures et dispositifs.

➤ ***Recommandation 3 : Le développement et la dynamisation de la politique de chaîne de valeur riz au Sénégal***

Il s'agira de mener une réflexion spécifique sur l'approche chaîne de valeur, les modalités de rendre plus fonctionnels les maillons de la chaîne pour une productivité optimale globale, améliorer la communication intra filière, travailler à mieux capitaliser et documenter les différents processus en cours au Nord (Vallée du fleuve Sénégal), au Sud (Bassin de l'Anambé) et au centre (riz pluvial) dans le domaine du financement, de l'organisation des acteurs..., de définir un ensemble intégré de services agricoles nécessaires et spécifiques à la filière et surtout de mettre en place un système d'information crédible utilisable par les différents acteurs de la filière et leurs partenaires, y compris l'Etat.

➤ ***Recommandation 4 : La mise à niveau et en conformité du CIRIZ comme une véritable organisation interprofessionnelle du riz au Sénégal***

Il faudra renforcer l'existence juridique (renforcer la légalité) et la reconnaissance par l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur riz (renforcer la légitimité par un ancrage territorial national) du CIRIZ et améliorer sa capacité opérationnelle à porter la plénitude de sa mission politique et technique. Dans ce sens il est préconisé de réfléchir sur la possibilité de doter le CIRIZ d'une cellule technique chargée de mettre en œuvre les orientations, les plans et les programmes qu'il définit en relation avec les acteurs membres, ses partenaires et l'Etat.



➤ **Recommandation 5 : la définition d'un plan de renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de valeur riz**

L'élaboration de ce plan de renforcement des capacités (PRC) devra s'orienter davantage vers le relèvement du plateau technique des unités de production, de transformation, de conditionnement et de commercialisation par une approche qualité par des services agricoles et de conseils adaptés repensés et mis en place; vers une plus grande prise de conscience sur les questions de contractualisation, d'engagement et de la culture du crédit... ; une consolidation de l'organisation de la chaîne de valeur (connaissance des rôles et responsabilités de chaque catégorie d'acteurs...) et surtout vers la mise en place dès à présent de mécanismes efficaces et durables d'autonomisation à moyen terme de la filière en matière de financement et de fonctionnement.

V. LE CADRE DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS.

Afin de rendre plus opérationnel le suivi des recommandations, il a été demandé d'assurer :

- 1- **La coordination et le suivi** : au Programme National d'Autosuffisance en Riz (PNAR) et à VECO, les deux promoteurs de la rencontre de coordonner toutes les activités de suivi des recommandations, le PNAR **étant le point focal de ce processus** ;
- 2- **La participation active** : à toutes les parties prenantes chacun dans son domaine, selon sa compétence et sa disponibilité et à s'inscrire dans la perspective de contribuer à la prise en charge des activités prévues dans les 5 recommandations.

Dans cette approche, les acteurs présents se sont inscrits dans l'approfondissement et la mise en œuvre des activités identifiées dans **les 5 recommandations** :

- **RECOMMANDATIONS 1** : PNAR ; CIRIZ ; FNDASP ; FONGIP ; CNAAS ; CNCAS ; CMS ; BRM ; Autres banques ; les SFD
- **RECOMMANDATION 2** : PNAR ; CIRIZ
- **RECOMMANDATION 3** : PNAR ; CIRIZ ; FNDASP ; VECO ; Naatal Mbey, SODAGRI, SAED, ONG 3 D ; Horizon 3000



Avec l'appui financier de l'Union Européenne

- **RECOMMANDATION 4** : PNAR ; FNDASP ; CIRIZ ;
- **RECOMMANDATION 5** : PNAR ; FNDASP ; CIRIZ et toutes les structures d'appui technique (VECO, Horizon 3000, ONG 3 D, PPDC, Naatal Mbay, etc...)

Il a été demandé de permettre aux acteurs qui n'ont pas eu l'opportunité de participer à cet atelier et qui manifestent le besoin de participer aux prochaines étapes de pouvoir s'inscrire dans les commissions thématiques autour des recommandations

VI. CONCLUSION

Au regard de l'intérêt porté par les autorités du Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural qui ont tenu à participer à la cérémonie d'ouverture et de clôture, à la présence massive des structures invitées et surtout à la profondeur de leurs réflexions, les objectifs fixés au départ ont été largement atteints. Si en plus on observe le niveau d'engagement des acteurs présents à continuer leur collaboration dans les prochaines étapes d'opérationnalisation des recommandations on peut affirmer sans risque de se tromper que les résultats qui étaient attendus sont au rendez-vous.

Il reste alors à continuer à susciter cette approche réflexive et cette dynamique inclusive qui ont donné ces résultats. Il revient au PNAR, principal bénéficiaire et utilisateur de ces processus et à l'ONG VECO Afrique de l'Ouest qui a initié, accompagné cette réflexion de continuer à impulser, à organiser et à documenter progressivement les différents extraits qui sortiront des concertations à venir.

